Discours

Soirée socialiste du 28 août Discours de Juan Somavia

© OIT Sear

La Crise: Comment garantir les conditions de travail et les droits économiques et sociaux

Discours de M. Juan SOMAVIA, Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT)

Monsieur le Président du Conseil des Etats,
Monsieur le Président
du Parti socialiste suisse,
Monsieur le Président
du Parti socialiste genevois,
Madame la Conseillère administrative
de la Ville de Genève,
Cher Carlo,
Chers amis,

Je voudrais vous remercier chaleureusement pour cette invitation.

Je suis très heureux d'être entouré ce soir par tant d'amis de l'OIT. Nous partageons les mêmes valeurs et le même combat en faveur de la justice sociale, d'un travail décent pour tous, du respect de l'environnement et d'une mondialisation équitable.

Le thème de votre soirée est tout à fait d'actualité. En effet, malgré quelques signes encourageants, la crise économique et financière continue de toucher de plein fouet les travailleurs et les entreprises.

Je souhaiterais aborder avec vous quatre points:
- Premièrement, il y avait une crise avant la crise.
- Deuxièmement, il faut donner la priorité à l'emploi, aux droits au travail et à la protection sociale. C'est le message du Pacte mondial pour l'Emploi de l'OIT.
- Troisièmement, au-delà de l'immédiat, un rééquilibrage de l'économie globale est nécessaire.
- Quatrièmement, c'est un véritable changement de cap qui s'impose.

Premièrement, la crise avant la crise

Cela fait des années que l'on sait – que vous savez - que ce modèle de mondialisation est inéquitable, déséquilibré et non durable. Au sein du système multilatéral, l'OIT a été le témoin principal de ces défaillances.

Un modèle basé sur la surévaluation du marché; la sous-évaluation de l'action publique et de la régulation; la dévaluation de la dignité au travail, du respect pour l'environnement et des services publics. Et où la libéralisation tous azimuts du commerce et des finances était l'alpha et l'oméga.

Un modèle qui a apporté des progrès pour les uns, mais qui a conduit à des inégalités toujours plus grandes.

Un modèle égoïste basé sur le «chacun pour soi», la notion de «gagnants» et de «perdants», la recherche obsessionnelle du gain à court terme.

Un modèle de mondialisation sans véritable cap moral.

Mais aussi un modèle basé sur un système financier foncièrement instable qui, depuis 1997 a connu trois crises globales (crise asiatique, Nasdaq, subprime) et de nombreuses crises nationales d'impact international (Argentine, Brésil, Russie, Turquie).

C'est important de le rappeler car après un long silence, on commence à voir ressurgir les voix de ceux qui ont bâti cette mondialisation et qui tentent à présent de nous ramener au «business as usual». Leur message est clair: On a évité la catastrophe et après tout, les choses n'étaient pas si mal que ça avant.

Rien ne serait plus grave. Sur le plan social et économique mais aussi sur le plan moral et politique

Dès 2003, la Commission mondiale sur la dimension sociale de la mondialisation, établie par l'OIT, avait souligné que les déséquilibres mondiaux auxquels nous assistions étaient «moralement inacceptables et politiquement intenables».

Il ne s'agit donc pas seulement de gérer la crise actuelle mais aussi d'avancer vers une mondialisation équitable.

Deuxièmement, la priorité à accorder à l'emploi, aux droits au travail et à la protection sociale

Dans le pire des scénarios, l'OIT estime que le nombre de chômeurs pourrait

Discours de Juan Somavia (suite)

augmenter de cinquante millions entre 2007 et la fin 2009 (nous finalisons de nouveaux calculs). Le nombre de travailleurs vulnérables pourrait quant à lui augmenter de cent millions.

A cela, il faut ajouter qu'avec l'entrée de quarante-cinq millions de personnes sur le marché du travail chaque année, l'économie mondiale devra créer trois-cent millions d'emplois d'ici 2015, pour simplement retrouver les niveaux de chômage d'avant la crise.

Nos études ont aussi montré que même si une reprise économique se profilait cette année ou l'année prochaine, la crise mondiale de l'emploi pourrait se prolonger pendant de nombreuses années. L'étude des crises financières antérieures montre que la crise de l'emploi dure en moyenne quatre à cinq ans (Reinhart/Rogoff, 2008).

Dans le contexte actuel, un tel délai est socialement inacceptable et politiquement dangereux. Une action urgente est nécessaire à l'échelle nationale, régionale et globale.

C'est avec cet objectif stratégique en tête que les délégués gouvernementaux, employeurs et travailleurs des 183 Etats membres de l'OIT, ont adopté en juin dernier un Pacte mondial pour l'Emploi.

Ce Pacte mondial pour l'Emploi est un appel urgent à placer l'emploi et la protection sociale au cœur des politiques de relance. Cet agenda a pour base l'investissement et la croissance productive, et se fonde sur l'Agenda de l'OIT pour le Travail décent.

Le Pacte propose une série de mesures en réponse à la crise que les pays peuvent adapter à leur situation et à leurs besoins spécifiques, avec l'appui des institutions régionales et multilatérales. Ce n'est pas une solution unique pour tous, mais un portefeuille d'options basées sur des exemples de réussite.

Le Pacte mondial pour l'Emploi a reçu le soutien des Chefs d'Etat du G8 en juillet. Ils ont souligné qu'il était pertinent pour répondre à la crise; que les politiques sociales et de l'emploi étaient un pilier essentiel de cette réponse; et que les Gouvernements et les entreprises ne devaient pas se servir de la crise comme d'un prétexte pour diminuer le respect des droits des travailleurs ou abaisser leur niveau de protection. Le G8 a aussi appelé la Banque mondiale, le FMI, l'OMC, l'OIT et l'OCDE, à renforcer leur coopération et à améliorer leur cohérence.

Le Pacte mondial a également obtenu le soutien des Nations unies à la Conférence internationale sur la crise organisée fin juin et au Conseil économique et social (ECOSOC) en juillet.

Face à cette situation, il nous faut agir immédiatement et l'OIT offre déjà son assistance aux gouvernements, travailleurs et employeurs qui souhaitent mettre en oeuvre des mesures dans le cadre du Pacte et travailler avec d'autres agences multilatérales.

Troisièmement, tout en agissant sur l'immédiat, il faut viser les inégalités et les déséquilibres de cette mondialisation.

Ces trente dernières années, la pensée dominante tendait à renforcer les droits du capital et à limiter les droits des travailleurs. Un grand rééquilibrage est nécessaire et cette crise accélère les prises de conscience.

Nous avons besoin d'une véritable «politique des équilibres».

Un équilibre:
- entre l'Etat, le marché, la société et l'individu:
- entre l'économie, le social et l'environnement: une vision de développement durable;
- entre la finance et l'économie réelle: un système financier qui retourne à ses fonctions de base, à savoir lubrifier les rouages de l'économie réelle;
- entre le capital et le travail: il faut quand même reconnaître la priorité de l'être humain au travail sur le capital. (Constitution de l'OIT: «le travail n'est pas une marchandise»);
- entre la production et l'environnement – une croissance verte;
- entre la productivité et le salaire – croissance, endettement;
- entre marchés intérieurs et marchés internationaux;
- recherche d'équilibre enfin dans l'accès aux besoins essentiels tels que la nourriture, le logement, la santé et l'éducation.

L'OIT se bat et agit pour:
- que l'on donne une priorité plus grande à l'emploi, au moins aussi importante que l'inflation ou la croissance. Que l'on en fasse un objectif explicite;
- que l'on mette en place une protection sociale de base universelle, meilleur moyen de lutter contre la pauvreté et élément de stabilité sociale;
- que l'on défende et renforce les droits des travailleurs, encore plus menacés en cette période de crise et de montée du chômage;
- que l'on revalorise les institutions du travail, renforce la négociation collective et la syndicalisation par une plus grande reconnaissance du rôle des syndicats;
- que l'on accorde une plus grande reconnaissance au lien entre productivité et conditions de travail;
- enfin, que l'on valorise les investissements dans les emplois verts, source de croissance nouvelle, et assure une bonne adaptation vers ces emplois verts.

Ce message, nous le retrouvons dans la Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée par l'OIT dès juin 2008. Cette Déclaration historique est l'expression contemporaine de la mission de l'OIT à l'ère de la mondialisation. Elle place la justice sociale, le travail décent et la défense des droits des travailleurs au centre des politiques économiques et sociales en vue d'une mondialisation humaine et juste.

Ce nouvel équilibre est possible mais nous avons pour cela besoin d'un véritable changement de cap.

Quatrièmement, le nécessaire changement de cap et le rôle de la politique: Quelles sont les options qui se présentent à nous?

- Ou bien la réponse à la crise nous permet d'aller vers un véritable changement de modèle, plus équitable et plus durable;
- Ou bien nous revenons au même système et continuons les mêmes pratiques.

Je le dis avec force: Le moment est venu d'une refondation de la gouvernance de la mondialisation dans son ensemble. Pas seulement des règles financières.

Par exemple, le commerce et la finance, qui ont été considérés ces dernières décennies comme la priorité, comme une fin en soi, doivent redevenir ce qu'ils ont toujours été: des instruments. Des instruments au service du développement, du travail décent et de l'environnement, qui doivent être les véritables forces motrices de la mondialisation.

Cette réforme de la gouvernance mondiale devra accorder une attention prioritaire à la dimension sociale et le rôle de l'OIT dans cette gouvernance devra être renforcé. C'est le message lancé par plusieurs Chefs d'Etat, en particulier les Présidents LULA et SARKOZY (cf. Conférence internationale du Travail, 15 juin 2009 et Tribune commune «Une Alliance pour le Changement», 7 juillet 2009).

Enfin, cette nouvelle gouvernance devra respecter et promouvoir l'épanouissement de l'action au niveau national et local.

Bien sûr, les enjeux et intérêts en place sont considérables. Il y aura donc une lutte idéologique – elle a déjà commencé – autour de ces enjeux.

Chers amis,

C'est à la fois le rôle et la noblesse de la politique d'aborder ce débat et de s'accorder sur les changements nécessaires.

C'est une grande responsabilité mais aussi une grande opportunité pour les acteurs politiques. En tant que parlementaires et élus locaux, représentants du peuple, vous avez un rôle déterminant à jouer parce que les enjeux de la mondialisation sont toujours à la fois internationaux et locaux.

Et la politique commence par sa dimension locale. La richesse des réponses locales doit alimenter les réponses à l'échelle nationale et globale.

La maîtrise de la mondialisation doit être politique. Les Parlements, clé de voûte de la légitimité politique, doivent jouer un rôle pour garantir le caractère démocratique de la gouvernance mondiale, renforcer la légitimité et veiller à la cohérence des actions des Organisations internationales.

Pour conclure, je dirais que nous devons aborder la crise actuelle dans son ensemble. Bien sûr, il existe une crise financière et économique à laquelle il faut apporter des solutions urgentes maintenant. Mais il existe une crise sous-jacente, structurelle, bien plus profonde. C'est celle d'un modèle de mondialisation inéquitable qui ne répond pas aux attentes des gens.

Au cœur de ces attentes se trouve un travail décent pour tous. C'est l'un des principaux défis démocratiques de notre temps. Vous le savez pour le vivre tous les jours dans vos contacts avec vos électeurs: l'emploi contribue à une véritable gouvernance démocratique, c'est-à-dire un système politique légitime et efficace.

Donc, si nous n'avons pas une réflexion et une action politique sur les raisons structurelles de cette crise, alors nous pourrons peut-être la résoudre mais nous consoliderons les inégalités et l'exclusion sociale. Et nous préparerons la prochaine crise, qui entamera un peu plus la confiance des gens dans nos systèmes démocratiques et la capacité de la politique à agir pour le bien commun.

Seul un changement de cap permettra de l'éviter.

Le moment est venu pour cette refondation.

L'enjeu est de taille et le rôle que vous pouvez – que vous devez – jouer dans ce changement est considérable.

Je vous remercie.